



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

De manière concertée et complémentaire, Montpellier Méditerranée Métropole, tout comme la Ville de Montpellier, souhaite développer un projet de politique culturelle solidaire et responsable, qui contribue à la régulation de l'écosystème artistique sur le territoire. A cet effet, dans une démarche volontaire, en ce début de mandat et dans cette période difficile, elle souhaite mettre en place les modalités visant à contribuer à soutenir, accompagner, voire impulser, les bases du « *monde culturel d'après* » en collaboration avec ses partenaires.

Des mesures pour inciter les artistes à se regrouper et mutualiser leurs énergies seront ménagées. Il sera porté une grande attention dans les projets soutenus, sur les conditions de juste rémunération salariale et de respect des droits des auteurs et artistes-interprètes. Enfin, tous les projets visant à promouvoir les valeurs de non-discrimination, d'ouverture aux autres, de solidarité, d'égalité et de laïcité seront fortement défendus. La place des femmes artistes et des compagnies et structures portées par des femmes sera au cœur de l'ensemble des réflexions et des actions visant à accentuer leur présence sur les plateaux, les scènes, les instances dirigeantes des structures culturelles ou dans les textes lus ou joués.

A cet effet, il est proposé d'adopter les grands principes qui permettront d'orienter les attributions financières et les soutiens de la collectivité pour cette année et les prochaines. Ces principes énoncés visent à une transparence des critères d'attribution des aides publiques. Une complémentarité des dispositifs de soutien aux artistes et compagnies aura lieu avec la Ville de Montpellier, mais aussi avec le Département, la Région et l'Etat, avec qui des contacts réguliers seront pris pour partager les décisions et les accompagnements pour offrir plus de cohérence et des moyens supplémentaires aux artistes et compagnies en création.

1 – Les demandes seront étudiées conformément aux compétences de la Métropole, afin d'éviter les dépôts de demandes identiques avec la Ville, de diminuer le nombre de dossiers techniques à réaliser pour les artistes et compagnies afin qu'ils se consacrent à leurs projets artistiques et contribuer à clarifier les échelles d'intervention des collectivités en instaurant une véritable politique de territoires.

La compétence culturelle de la Métropole s'articule autour de la gestion des grands équipements et des manifestations à rayonnement national. Le maillage territorial d'équipements métropolitains ou la mise en réseau des lieux de spectacles vivants tels que portés par le Schéma de Mutualisation visent à mailler le territoire de manière équilibrée et complémentaire.

Les projets artistiques et culturels accompagnés contribuent à structurer les différents bassins de vie de la Métropole de manière harmonieuse et complémentaire et permettent de développer une offre culturelle de qualité au plus près des habitants, des parcours d'œuvres ou d'artistes, la programmation d'événements dans des lieux non dédiés, en plein air ou chapiteau de manière à irriguer chaque commune de la Métropole.

De ce fait, dans le domaine du secteur vivant, le soutien de la Métropole se portera de manière prioritaire sur les propositions renforçant la coopération intercommunale. Les disciplines qui permettent un déploiement sur l'ensemble du territoire comme les arts de la rue ou le cirque seront développés.

Un schéma de structuration des musiques actuelles incluant une réflexion sur la nouvelle convention avec la SMAC Victoire 2 va être élaboré. Enfin, il s'agira de renforcer la filière Spectacle Vivant en poursuivant l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur en théâtre avec l'ENSAD, en théâtre et musique avec le Conservatoire à Rayonnement Régional, ou la filière Spectacle vivant de l'Université Paul Valéry, en danse avec le Master EXERCE et en cirque avec Balthazar, mais également des nombreuses écoles privées qui voit le jour régulièrement comme le cours Florent, Trac.... Il s'agira également d'accompagner les dispositifs d'insertion professionnelle développés par chacune de ces structures, afin que l'investissement consenti par la collectivité à la formation des jeunes contribue à la vitalité artistique de son territoire.

2 – La logique de reconduction des aides est supprimée, afin de donner à la Métropole les moyens de s'adapter à l'évolution de l'écosystème culturel et d'impulser le soutien à de nouvelles structures et de nouveaux projets. Près d'un tiers des aides octroyées sera consacré pour servir de tremplin aux actions, pratiques et projets émergents, aux structures qui s'orientent vers un renouvellement des formes et des pratiques, mais également des modes de gouvernance qui tendent vers davantage de participation des publics et un véritable engagement vers l'accentuation de la présence des femmes au sein des projets artistiques et culturels.

3 – Une aide plancher d'un montant de 2 000 euros est instaurée, afin d'éviter un saupoudrage improductif artistiquement parlant mais aussi une durée de vie cadrée pour les projets afin de pouvoir réinterroger la pertinence de son maintien. La formalisation de conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens, d'une durée de 3 ans maximum, dès 10 000 € de subvention octroyés, va progressivement se généraliser pour instaurer dans les conditions de soutien la mise en œuvre progressive de moyens d'autonomisation et de diversification des financements pour la structure. Un véritable dialogue entre la collectivité et l'association ou la compagnie, préalablement au versement du solde de la subvention, va être mis en place de manière systématique afin de permettre une meilleure lisibilité de l'avancée des projets.

4 – Critères d'analyse des aides à la résidence des aides à la création et la production musicales, théâtrale, chorégraphique, circassienne et pour les arts de la rue :

- a) Valeur intrinsèque du projet : Qualité artistique du projet, de la production artistique ou de la programmation, adéquation entre l'objectif et le milieu, durée du projet par rapport aux coûts ;
- b) Inscription du projet et/ou travail dans le territoire : pas de doublement avec des projets existants, structurant pour le territoire, effets structurants sur le développement culturel du territoire ;
- c) Valorisation d'artistes et/ou de pratiques émergentes, pratiques novatrices, gouvernances participatives, exigence de parité artistiques ;
- d) Vitalité de la compagnie ou de l'association : environnement professionnel de l'artiste ou l'association, volume des co-productions ou soutiens autres, dates de programmation, nombre d'adhérents, adéquation budget/ objectifs, échéanciers réalistes ;
- e) Public visé : actions vers les publics éloignés pour tout motif : social, géographique, handicap ;
- f) Financement d'autres partenaires, coproductions, mécénat, recherche d'autonomie progressive.

5 – Des commissions ou des appels à projets transversaux avec les relations internationales, le développement économique, la jeunesse, l'environnement, la solidarité seront constituées au cas par cas pour permettre que les projets dynamiques et pluridisciplinaires soient accompagnés de manière concertée.

6 – Afin que l'enjeu principal soit la qualité du projet culturel et artistique, il est nécessaire de se laisser le temps d'aller découvrir le travail d'une nouvelle structure ou d'une compagnie ou d'un groupe pour éventuellement y apporter son soutien. Pour permettre l'entrée dans un projet artistique par son expertise c'est-à-dire par le sensible, le poétique et l'intelligence de la démarche, les aides devraient pouvoir être accordées au fil de l'année.

Plutôt que d'attribuer les aides en début d'année civile comme c'est le cas dans d'autres disciplines ou secteurs, ou de devoir établir une année de carence, 10% de l'enveloppe des subventions au spectacle vivant seront réservés pour les projets des compagnies ou associations dont le service spectacle vivant ne connaît pas encore le travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les grands principes d'attribution des aides financières aux associations et compagnies du territoire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154196-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.